

Le Club Les Echos Prospective, en partenariat avec Wavestone, recevait le 13 juin 2019, Thomas Buberl, Directeur Général du Groupe Axa, et Laurent Mignon, Président du Directoire du Groupe BPCE, pour débattre du thème : « **Le rôle sociétal de la banque et de l'assurance au 21^{ème} siècle ?** ».



© Manolo Mylonas

Quelle est la place de l'engagement sociétal aujourd'hui au sein des institutions financières ?

La transformation de notre société et les nouvelles aspirations des Français vont impacter de plus en plus l'offre et les business models des entreprises de l'industrie financière.

On constate en effet que les Français attendent que les banques et les assurances jouent un rôle sociétal plus important. Comme le montre le résultat de l'étude réalisée par l'institut Elabe pour Wavestone, près de 60% des Français, lorsqu'ils choisissent une banque, accordent une place importante à son niveau d'engagement dans des actions utiles à la société. Laurent Mignon conforte ce constat en définissant son groupe bancaire avant tout comme « une institution regroupant neuf millions de sociétaires », ce qui résonne bien avec un engagement sociétal fort.

Thomas Buberl, de son côté, affirme le pari d'Axa de guider des actions dans le secteur de l'assurance vers la constitution d'une meilleure société.

Les banques et assurances ont intégré leur rôle sociétal dans le socle de leurs stratégies d'entreprises.

Les intervenants ont tous deux insistés sur le fait qu'il n'y a pas de contradiction entre la performance économique et la réponse aux attentes sociétales de ses parties prenantes. La déclinaison de cette prise de conscience des institutions, et plus notamment celles de BPCE et AXA, s'est faite autour de deux pôles stratégiques d'actions.

Dans un premier temps, de nouvelles orientations apparaissent concernant les stratégies d'investissement dans le secteur de l'industrie.

BPCE a ainsi augmenté son degré d'exigence concernant ses choix d'investissement notamment sur le secteur charbon pour lequel, elle a mis en place des règles d'exclusion (centrales à charbon) et réduction de 50 à 25 % de part d'activité liée au charbon pour le financement des entreprises du secteur.

L'économie du tabac est également un sujet essentiel pour les assureurs puisqu'elle illustre parfaitement la dualité entre investissement et engagement sociétal. Thomas Buberl explique qu'Axa a choisi « de réduire ses investissements dans l'industrie du tabac afin de limiter les coûts générés à la suite de la consommation de tabac tout en répondant au défi sociétal », sujet important pour ses clients.

Dans un second temps, mettre le curseur sur l'engagement sociétal au sein des banques et assurances a également engendré des actions pour les citoyens et plus précisément ceux en situations précaires. Les récentes revendications portées par le « Mouvement des gilets jaunes » a rappelé au gouvernement comme aux institutions financières la nécessité de réduire le poids de l'exclusion financière. Dans ce but, l'ensemble des acteurs bancaires français, a gelé les frais bancaires pour l'ensemble des Français dès décembre dernier afin de contribuer à l'amélioration du pouvoir d'achat et la stabilité financière des ménages.

L'amélioration du pouvoir d'achat est d'ailleurs l'attente numéro 1 des français vis-à-vis des banques. En effet, selon le sondage Elabe/Wavestone, un français sur deux (57%) souhaite que les banques participent davantage à l'amélioration du pouvoir d'achat.

Certaines compagnies d'assurance commencent à répondre à cette attente. C'est le cas d'Axa qui a décidé d'intervenir en faveur de l'inclusion financière, mais aussi des enjeux climatiques et de santé. Afin de contribuer à l'inclusion financière, des services gratuits ont par exemple été offerts à certains clients en situation de précarité financière, ainsi que 1000 contrats de retraites à des foyers monoparentaux.

Pour quelle(s) raison(s) les institutions financières font-elles preuve d'un tel engagement ?

Tout d'abord, les sujets de société deviennent importants et sont même au cœur de la relation qui lie les clients et les institutions financières. Cette tendance semble pérenne puisque, selon le sondage Elabe/Wavestone, chez les 18-24 ans, 71% déclarent que le niveau d'engagement dans des actions utiles à la société joue un rôle important dans le choix d'une banque ou dans celui de rester client de sa banque.

Afin de s'assurer de la pérennité et de la performance de l'entreprise mais aussi de la préservation de la confiance de leurs clients, les institutions financières

s'engagent et essaient d'avoir un impact fort et continu face aux enjeux de la société. De ce fait, les territoires et la planète sont désormais considérés comme un bien commun qu'il est vital de préserver. Cette préservation passe par une réelle prise de responsabilité et une rupture avec les logiques précédentes d'exclusion, au profit d'une logique d'accompagnement des transitions (transition énergétique, transition des territoires mais également transition numérique) :

- / La transition énergétique au vu des conséquences de certaines industries sur l'activité des acteurs de la banque et de l'assurance (coût des sinistres, coût du secteur de la santé, ...).
- / La transition des territoires, parce qu'il est nécessaire d'être un acteur en proximité avec ses clients pour être un acteur de confiance.
- / La transition numérique en raison des changements des besoins clients davantage tournés vers l'économie digitale. Ainsi, les banques et assurances sont attendues, d'une part dans la protection des données personnelles de leurs clients, et d'autre part dans la mise à disposition de solutions innovantes avec des coûts opérationnels réduits comme la télé-médecine.

Néanmoins ces logiques de transitions restent tributaires de plusieurs aspects qu'il est essentiel de maîtriser afin de les favoriser.

Quelles actions concrètes les banques et assurances peuvent-elles mettre en place pour répondre à ces nouveaux défis ?

Afin de faciliter ces logiques de transitions et contribuer plus fortement à la cause sociétale et environnementale, Laurent Mignon et Thomas Buberl pensent qu'il est nécessaire de fédérer les entreprises privées et publiques sur les sujets d'engagement sociétaux. Laurent Mignon explique qu'« il y a 20 ans, les sujets de société étaient perçus comme des sujets

notations pour mesurer les résultats de ces initiatives et sortir d'une simple logique de communication.



© Manolo Mylonas

Ainsi, s'intéresser aux aspirations sociétales conduit les institutions financières à repenser leurs modèles et ouvre la voie à de nouveaux métiers de l'assurance et de la banque.

La transition majeure, et qui prendra plusieurs années, sera de passer de payeur à partenaire, d'aider les clients à éviter les sinistres en agissant en amont : la question n'est pas de guérir mais de prévenir. Cette vision est partagée par Thomas Buberl : « C'est uniquement à travers de telles actions que nous pourrons sortir de la seule gestion des sinistres pour faire davantage de prévention et faire du sinistre une exception ».



© Manolo Mylonas

principalement étatiques ; aujourd'hui, ceux-ci sont perçus comme étant l'affaire de tous, y compris des entreprises. »

A plus grande ampleur, il s'agirait de mettre en œuvre des actions concrètes et mesurables généralisées à l'Union Européenne. De plus, il serait utile de définir le cadre des investissements de type « Social Impact Bonds » Enfin, on pourrait créer des agences de

Delphine Escudero, Account Director
Delphine.ESCUADERO@wavestone.com

Delphine Chaudot, Consultante
delphine.chaudot@wavestone.com

Jad Ziani, consultant
jad.ziani@wavestone.com